



## Pour défendre nos retraites, on est encore là ! Toutes et tous en grève et en manifestation le 06 juin

Le 1<sup>er</sup> mai dernier, dans l'unité intersyndicale, ce sont à nouveau plus de deux millions de personnes, avec plus de 300 manifestations organisées, qui ont manifesté contre la casse de nos retraites, un niveau de mobilisation inédit pour la journée internationale de lutte pour les droits des travailleur.ses depuis plus de 20 ans. Preuve s'il en était besoin que l'exigence de retrait de la loi Macron/Borne est toujours, après plus de quatre mois de mobilisations et treize journées nationales, aussi forte et majoritaire.

Majoritaire parmi les salarié.es, la population, mais aussi les député.es. Au point que le gouvernement, revenant sur les déclarations du président de la république à la presse, tente d'empêcher l'examen prévu le 08 juin à l'Assemblée d'une proposition de loi rétablissant l'âge légal de départ à 62 ans. Cette proposition serait « inconstitutionnelle » déclare E. Borne, car elle aggraverait les déficits publics. Avec un tel raisonnement, toute mesure réduisant les droits des salarié.es serait gravée éternellement dans le marbre ! Voilà leur conception de la démocratie... Soucieux des comptes publics, le gouvernement n'hésite pourtant pas à présenter un budget pluriannuel pour l'armée en hausse de 118 milliards d'euros, soit plusieurs fois le montant du prétendu déficit qui menacerait soi-disant notre système de retraite. Gabriel ATTAL, le ministre des comptes publics, a même indiqué que le ministère du travail devrait avec le ministère du logement contribuer au-delà des 5% de baisse budgétaire demandée par la première ministre à tous les ministères.

Sans surprise, la première ministre n'avait rien à dire aux organisations syndicales qu'elle a reçues les 16 et 17 mai dernier. Ni sur les retraites, ni même sur les salaires, à propos desquels elle renvoie à des négociations avec le patronat. L'Etat a pourtant la main sur le niveau du salaire minimum, et sur les rémunérations des 5,7 millions de fonctionnaires et d'agent.es publics. Alors que nos collègues allemand.es ont obtenu des hausses de salaire de 340 par mois minimum, en France le ministère de la fonction publique s'est contenté de relever une nouvelle fois le minimum de traitement pour tenir compte de la hausse du SMIC intervenue mécaniquement le 1<sup>er</sup> mai. Conséquences : la rémunération des agent.es de catégorie C stagne tout au long des huit premiers échelons (12 ans !) et celle des catégories B pendant les trois premiers. Pour les contractuel.es non cadres, il faut attendre 11 ans pour dépasser le SMIC. Malgré cette situation, le ministre Guerini, qui a rencontré récemment les syndicats de la fonction publique, ne s'est même pas engagé sur le principe, sans parler du montant, d'une augmentation de la valeur du point d'indice.

Dans ce contexte, la répression étatique s'abat sur les bidonvilles de Mayotte, les grévistes de Vertbaudet, la jeunesse, les militant.es écologistes et les sans-papiers. Nos organisations syndicales dénoncent la politique du gouvernement, véritable pompier-pyromane, qui tente par tous les moyens de tourner la page des retraites en s'attaquant gravement aux mouvement social et aux libertés publiques.

Président de la république, 1<sup>ère</sup> ministre, ministre de la Fonction Publique... à tous les niveaux le gouvernement méprise la population, les salarié.es et leurs revendications. Répondons en poursuivant la mobilisation !

**Pour le retrait de la loi Macron/ Borne de casse de nos retraites, pour l'augmentation des traitements et leur indexation a minima sur l'évolution des prix, nos organisations appellent l'ensemble des agent.es du ministère du travail à faire grève et à manifester le 06 juin prochain.**